Soutenez le gardien
Financer le journalisme indépendant avec 5 € par mois
Soutenez-nous

Canada

La police canadienne enquête sur le vandalisme d'un monument aux troupes nazies, considéré comme un crime de haine

- **Président du réseau anti-haine : « Je suis franchement abasourdi »**
- **Un cénotaphe commémorant la division SS ukrainienne tagué**

Leyland Cecco *à Toronto*

ven. 17 juillet 2020 21h37 CEST

Les troupes de la Waffen SS pendant la Seconde Guerre mondiale. La 14e Division SS était composée de nationalistes ukrainiens qui rejoignirent les nazis et combattirent sur le front de l'Est. Photographie : ullstein bild/Getty Images

Des graffitis peints à la bombe sur un monument à la mémoire des soldats nazis dans une petite ville canadienne font l'objet d'une enquête policière pour crime de haine – une décision qui a suscité l'incrédulité parmi les défenseurs des droits de l'homme.

Vers le 21 juin, les mots « Monument de guerre nazi » ont été peints à la bombe sur un cénotaphe commémorant les soldats de la 14e division SS dans un cimetière de l'Ontario, a rapporté l'Ottawa Citizen .

Le cénotaphe est situé au cimetière ukrainien St Volodymyr d'Oakville, à environ 40 km (25 miles) de Toronto.

La police régionale a déclaré qu'elle considérait les graffitis comme un incident « motivé par la haine », mais a refusé de divulguer le texte du message.

La 14e division était composée de nationalistes ukrainiens ayant rejoint les nazis pendant la

Seconde Guerre mondiale. Des membres de la division auraient assassiné des femmes et des enfants polonais, ainsi que des Juifs.

Cependant, en raison de leur rôle dans le nationalisme ukrainien, les soldats ont été commémorés par au moins deux communautés de la diaspora au Canada.

Il est illégal au Canada de faire une déclaration publique qui « incite à la haine contre tout groupe identifiable ». Selon la police, « l'incident s'est produit sur un monument et les graffitis semblaient viser un groupe identifiable », a déclaré l'agent Steve Elms au Ottawa Citizen.

Mais une enquête sur des crimes de haine contre des sympathisants nazis a déconcerté au moins un éminent expert des droits de l'homme.

"Je suis franchement abasourdi !" a tweeté Bernie Farber, président du Réseau canadien anti-haine, qui a ajouté qu'il offrirait volontiers un atelier aux policiers pour les informer sur la nature des crimes haineux – et a appelé à une rétractation de la police.

"A aucun moment le service de police régional de Halton n'a considéré que le groupe identifiable visé par les graffitis était des nazis", a indiqué la police, suggérant plutôt que c'était la communauté ukrainienne qui était visée. "Nous regrettons tout préjudice causé par la désinformation suggérant que le service soutient *d'une manière ou d'une* autre le nazisme ."

L'enquête intervient alors que des pays du monde entier sont aux prises avec des questions difficiles concernant les monuments dédiés à des personnes ou à des groupes ayant un héritage controversé ou raciste. Il y a deux ans, la ville d'Halifax a retiré une statue d'Edward Cornwallis , un général britannique qui a offert une récompense pour les scalps des peuples autochtones Mi'kmaq de la région.

Et à Victoria, le conseil municipal a voté en faveur du retrait d'une statue de John A. MacDonald, premier premier ministre du Canada et architecte du célèbre système de pensionnats du pays.

Il existe au moins deux autres statues au Canada commémorant les Ukrainiens qui ont combattu aux côtés des forces allemandes. À Edmonton, une statue – partiellement financée par les contribuables – de Roman Shukhevych, un collaborateur nazi, a fait l'objet d'un examen minutieux après que l'ambassade de Russie à Ottawa a tweeté à propos des « monuments nazis » au Canada. Il existe également une deuxième statue dédiée à la 14e Division SS dans un cimetière d'Edmonton.